

Convention collective

IDCC : 9641. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES ET HORTICOLES
(Pyrénées-Atlantiques)
(18 novembre 1985)**

(Etendue par arrêté du 27 mai 1986,
Journal officiel du 15 juin 1986)

AVENANT N° 4 DU 22 JUIN 2015
À L'ACCORD DE PRÉVOYANCE DU 12 NOVEMBRE 2009

NOR : AGRS1597274M

IDCC : 9641

Entre :

La FDSEA des Pyrénées-Atlantiques ;

La FDCUMA des Pyrénées-Atlantiques ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires des Pyrénées-Atlantiques ;

Le syndicat horticole des Pyrénées-Atlantiques,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC des Pyrénées-Atlantiques ;

Le SGA CFDT, section agriculture,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour se mettre en conformité avec les dispositions légales sur la portabilité (art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale), les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord collectif de prévoyance du 12 novembre 2009.

Ainsi :

- les taux de cotisation sont modifiés afin d'intégrer la portabilité ;
- les dispositions relatives à la portabilité sont intégrées.

Article 1^{er}

Le tableau des cotisations de l'article 7 « Cotisations » est remplacé par le suivant.

(En pourcentage.)

GARANTIE	CONDITION d'ancienneté	COTISATION en % de la rémunération brute	PART patronale	PART salariale
Incapacité temporaire				
Maintien du salaire en application de l'article L. 1226-1 du code du travail et de l'article 5.1.2 du présent accord		0,34	0,34	-
Assurance des cotisations sociales patronales		0,12	0,12	-
Incapacité temporaire de travail (part conventionnelle en relais de la mensualisation)	6 mois	0,30	-	0,30
Incapacité permanente				
Incapacité permanente d'origine professionnelle AT et MP avec incapacité > 2/3		0,07	0,035	0,035
Incapacité permanente suite maladie et accident vie privée, catégories 2 et 3		0,17	-	0,17
Décès	Sans	0,33	0,165	0,165
Total		1,33	0,66	0,67

Article 2

Il est ajouté un article 7.4 « Portabilité », rédigé comme suit :

« Article 7.4

Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi.

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés au salarié, auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues.

Un détail des prestations versées au titre de la portabilité sera communiqué lors de l'établissement des comptes de résultats. »

Article 3

Pour information, il est ajouté une annexe relative aux dispositions légales sur la portabilité à la fin du présent avenant.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé, en cinq exemplaires, à la DIRECCTE Aquitaine, unité territoriale des Pyrénées-Atlantiques, cité administrative, boulevard Tourasse, 64000 Pau Cedex.

Article 5

Le présent avenant prend effet au premier jour du trimestre suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*, à l'exception de l'article 2, qui prend effet à la date d'entrée en vigueur des dispositions légales sur la portabilité prévoyance (c'est-à-dire le 1^{er} juin 2015).

Fait à Pau, le 22 juin 2015.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Dispositions légales sur la portabilité (art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale)

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1. Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2. Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3. Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4. Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5. L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6. L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail.